



Cgt-Educ'Action

Syndicat Départemental de l'Education Nationale CGT

UD-Cgt 4 Place St François 06300 Nice
06.63.57.64.72 sden1d06@free.fr



De la maternelle à l'université, titulaires et précaires, Toutes et tous en grève le 24 novembre pour construire une mobilisation d'ampleur

De jour en jour, les personnels et les élèves subissent la politique gouvernementale de casse des services publics dont une des finalités est la remise en cause des principes fondateurs d'une école républicaine, laïque, gratuite, ouverte à toutes et tous. Les personnels n'acceptent pas les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée 2010.

Depuis 2007, au nom du dogme de la réduction des déficits publics, le gouvernement a détruit dans l'enseignement scolaire :

- 11 200 emplois en 2008 !
- 13 500 emplois en 2009 !
- 16 000 emplois pour la rentrée 2010 !

Nous refusons ces suppressions d'emplois et revendiquons la titularisation des personnels précaires, sans condition de concours ni de nationalité !

La Cgt Educ'Action appelle à la grève le 24 novembre sur sa plate forme revendicative:

Retrait des réformes qui ont touché le 1° degré depuis 2 ans (programmes, Aide personnalisée, SMA...)

Contre la disparition programmée des IUFM. la Cgt educ'Action revendique une formation programmée, progressive et cohérente aux métiers de l'Education dans le cadre de l'IUFM où interviennent des enseignants-chercheurs, des équipes de formateurs qualifiés du 1° et du 2° degré favorisant un aller-retour entre expériences de terrain et apports disciplinaires et pédagogiques de haut niveau.. Instituer le concours avec un diplôme à bac +5, c'est instituer une sélection sociale insupportable pour les étudiants les plus modestes et éliminer la plupart des non titulaires en poste, recrutés le plus souvent avec une licence. **La Cgt Educ'Action revendique un concours national et une formation de 2 ans comme fonctionnaire stagiaire débouchant sur un master.**

Retrait du bac pro 3 ans Nous demandons au ministre le retrait de cette réforme qui a provoqué, dès la rentrée 2009, une dégradation des conditions d'accueil et de travail des élèves et des personnels. La mise en place de l'épreuve orale de contrôle du bac professionnel 2009 s'est déroulée dans la plus grande confusion et a contribué à diminuer la valeur du diplôme délivré. Il en sera de même du BEP ou du CAP. **A nous de nous mobiliser à la hauteur de ces enjeux !**

**Le 24 novembre,
manifestation à 10h place Masséna à Nice**

Le SMA c'est ça !

Depuis décembre 2008 les enseignants du premier degré sont tenus de prévenir leur hiérarchie de leur intention de faire grève 48h avant la grève afin de permettre l'organisation de l'accueil des enfants.

Envoyez votre déclaration le jeudi 19 novembre au plus tard

Le SMA c'est aussi ça !

Dans le même texte de loi, le gouvernement a changé les règles qui présidaient au dépôt des préavis de grève. Le délai entre le dépôt du préavis et la grève passant ainsi de 5 jours à plus de 13 jours. Cette atteinte au droit de grève est intolérable.

Nous revendiquons l'abrogation de la loi instituant un Service minimum d'Accueil dans les écoles .

Nous appelons tous les collègues à lutter pour défendre les droits syndicaux en remplissant ces déclarations d'intention, qu'ils fassent grève ou non. Cette déclaration préalable ne peut pas donner suite à des retraits sur salaire.

La POSTE aussi est EN GRÈVE

Le 24 novembre, les postiers seront eux aussi en grève.

Lors de la semaine de votation citoyenne environ 2,5 millions d'usagers se sont exprimés contre la Privatisation de la Poste.

L'attachement des usagers à leur bureau de poste, à leur facteur en milieu rural ou urbain est une exigence qui heurte de plein fouet la volonté du gouvernement et de La Poste de privatiser la Poste.

Dans tous les métiers de la poste, les travailleurs sont engagés dans lutte qui doit les amener au retrait définitif du projet de privatisation de la Poste et à l'amélioration de leurs conditions de travail.

- Pour un Service Public Postal moderne et rénové,

- Pour faire reconnaître la pénibilité de leur métier,

- Pour imposer des organisations du travail avec amélioration des conditions de travail et de vie mais aussi du service rendu aux usagers

- Pour des augmentations significatives de salaire.

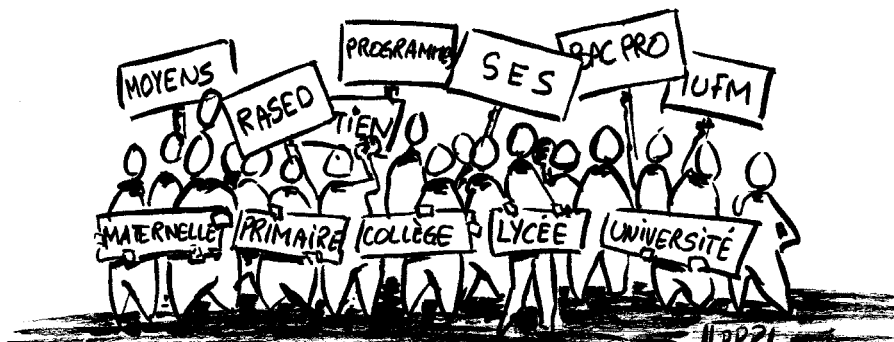
**Manifestation le 24 novembre
10h gare Thiers**

Réformes dans le 1^{er} degré:

- ✓ Suppression de deux heures de classe inefficace et contreproductive,
 - ✓ Aide Personnalisée et disparition des RASED,
 - ✓ Programmes scolaires rétrogrades dénoncés par tous,
 - ✓ Nouvelles évaluations nationales,
 - ✓ Attaques contre le droit de grève avec le service minimum d'accueil
- Tout cela concourt à affaiblir le rôle et le fonctionnement de l'école.

Nous exigeons une vraie réflexion sur l'école, ses missions, son fonctionnement et sur le temps de travail des enseignants et des élèves

Réforme du lycée général et technologique Les mesures annoncées ne répondent pas à la principale revendication des personnels et des jeunes qui est l'amélioration des conditions de travail et d'étude pour assurer la réussite de tous. De trop nombreuses zones d'ombre subsistent. Elles cachent de réelles menaces, notamment sur la voie technologique. La plupart des mesures proposées vont se heurter à la question du manque de moyens.



SERVICES PUBLICS, EMPLOIS, SALAIRES

Ces « réformes » sont induites par la politique gouvernementale de l'emploi à l'Éducation nationale comme dans toute la fonction publique, elles se concrétisent notamment par le non-remplacement d'un départ en retraite sur deux.

Elles ont pour finalité le redéploiement des moyens.

Heures supplémentaires et primes en échange de l'acceptation des suppressions d'emplois : ce « donnant-donnant » voulu par le ministre est inacceptable ! C'est un leurre qui ne répond pas à l'exigence de revalorisation salariale immédiate des personnels : pour la CGT

Educ'action, il faut une nouvelle grille des traitements débutant à 2 600 € (soit 2 fois le SMIC) et une augmentation de 70 points d'indice pour tous les personnels (soit plus de 300 € pour tous).

Face à cette casse des services publics et de la fonction publique (loi de mobilité, loi Hôpital-Patient-Santé-Territoire, généralisation de la contractualisation dans la fonction publique territoriale, privatisation de la Poste...), la CGT Educ'action appelle les personnels à se mobiliser et à faire de la grève du 24 novembre une première étape dans la lutte, pour une autre politique notamment en matière d'emplois, de salaires et d'éducation.

Le 24 novembre,
manifestation à 10h place Masséna à Nice

Assemblée générale intersyndicale

à 14h 30 au Lycée MASSENA

Enseignants, usagers, syndiqués ou non syndiqués,

venez débattre avec nous des suites à donner à cette journée de grève.